



Des dizaines de milliers de gens ont déjà perdu leur emploi ou sont en chômage technique. La crise peut conduire à un doublement du chômage !



Des centaines de milliers de personnes ont été convaincues de «placer» leur épargne. Une partie importante de celle-ci a disparu en fumée. D'autres ont acheté à crédit en attendant des temps meilleurs.

**VOTEZ
PSL**

PARTI SOCIALISTE DE LUTTE

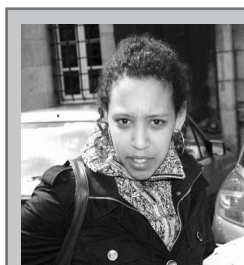
**POUR UNE
ALTERNATIVE
SOCIALISTE!**

C'EST LEUR CRISE

POURQUOI DEVRIONS-NOUS LA PAYER ?



Nous envisageons l'avenir de nos enfants avec grande angoisse.



AÏSHA PAULIS

26 ans, Bruxelles, 2e de liste et première représentante du PSL sur la liste LCR-PSL aux élections européennes

ILS JOUENT - NOUS PAYONS ?

La crise économique a fait éclater beaucoup de 'certitudes'. Pour la première fois depuis longtemps, la jeune génération d'aujourd'hui aura plus de mal à s'en sortir que ses parents. Un emploi stable - et donc des revenus stables - cela devient rare. Avant, un seul revenu suffisait à entretenir une famille. Maintenant il en faut deux, et encore. Pouvoir partir à la pension à un âge où on peut encore profiter de la vie, cela appartient de plus en plus au passé. Un événement imprévu, un problème de santé,... peuvent rapidement conduire à la misère.

Tout cela est le résultat de la politique

des 30 dernières années. Tous les partis établis se sont convertis au néolibéralisme, présenté comme la seule façon possible d'organiser la société.

Pendant ce temps, la valeur produite chaque année a doublé dans notre pays. Mais les conditions de vie des travailleurs, des chômeurs, des pensionnés, des jeunes,... se sont en grande partie détériorées. Alors, à qui la croissance a-t-elle donc vraiment profité ? A un petit groupe de super-riches et de grands actionnaires. En 2007, il y avait en Belgique 72.000 millionnaires en euros, deux fois plus qu'en 2001. Et maintenant que leur système entre en crise, ce serait à nouveau à nous de payer ?

"Le néolibéralisme a privatisé les services publics et détricoté la sécurité sociale, poursuivi la commercialisation des soins de santé et de l'enseignement, et offert plein, plein, plein de cadeaux aux riches et aux patrons. A nous, ils nous ont promis que cela allait améliorer notre sort. Mais maintenant, il est clair que cela n'était qu'une illusion, un mensonge. Aujourd'hui, les masques sont tombés. Ils ont joué avec notre argent et se sont enfuis avec les avantages, en nous laissant la facture. Il est grand temps pour une réelle alternative qui soit à notre service à nous, salariés, chômeurs, jeunes, pensionnés..."

WWW.SOCIALISME.BE



DU TRAVAIL POUR TOUS !

Pourquoi ne pas rendre la monnaie de leur pièce aux sociétés qui menacent de restructurations ou de fermetures ? Si elles ne veulent plus produire ici, parce qu'elles peuvent faire plus de bénéfices ailleurs, alors c'est la collectivité qui doit reprendre la production en main. Pour servir les intérêts des grands actionnaires, on se sert bien de l'argent de la collectivité. Pourquoi pas pour sauver nos emplois ? Pourquoi laisser la production dans les griffes de ce capitalisme destructeur ?

LA SOIF DE PROFIT DES CAPITALISTES MÈNE À LA CRISE

Le moteur du système économique capitaliste est de faire un maximum de bénéfices. Le secteur bancaire a convaincu beaucoup de travailleurs de ne plus laisser leur

épargne sur un compte qui ne rapportait qu'un maigre intérêt de 2% mais d'investir dans toutes sortes de produits qui pourraient rapporter beaucoup plus. Aujourd'hui, on voit que tout cela n'était que du vent. Les économistes sérieux savaient que les bulles de spéculation sur lesquelles était basée la croissance de l'économie, tôt ou

ON COLLECTIVISE LES PERTES, POURQUOI PAS LES PROFITS ?

Des dizaines de milliers de gens ont déjà perdu leur emploi et bien d'autres risquent de suivre le même chemin. Des centaines de milliers de travailleurs sont déjà contraints au chômage technique ou économique pour des périodes parfois longues.

S'il y a moins de travail, il doit être partagé aux frais des patrons qui ont engrangé des profits record ces dernières années. Pourquoi devrions-nous payer leur crise ? Le gouvernement a déjà annoncé que nous devons nous serrer la ceinture.

Mais les patrons, eux, continueront à recevoir des cadeaux. Ceux-ci atteignent déjà 7 milliards d'euros par an en diminutions de charges. En plus, la déduction des intérêts notionnels - un système pratique qui permet aux grandes entreprises de payer moins d'impôts - nous coûte 2 milliards d'euros par an. Avec cet argent, on pourrait faire disparaître les listes d'attente dans les secteurs du logement social, fournir de l'aide aux personnes handicapées, à la jeunesse en difficulté et à d'autres services sociaux.



**SIMON
HUPKENS**

30 ans, Liège,
tête de liste pour
les élections
régionales à Liège

“Pourquoi ne pouvons-nous pas construire notre vie avec l'assurance d'avoir un travail, et donc un revenu stable ?”

Les top managers et les grands capitalistes se permettent tout le luxe du monde, tandis que nous, nous connaissons de plus en plus l'insécurité.”

tard, finiraient par éclater. Les investisseurs professionnels avaient donc mis depuis longtemps leur argent à l'abri lorsque les petits épargnants ont subi les pertes de plein fouet.

Et aujourd'hui les patrons osent exiger sans rougir que l'argent de nos impôts soit utilisé pour sauver les banques et les grandes entreprises. Sans blague ! Ne serait-il pas plus efficace de mettre tout le secteur bancaire dans les mains de la collectivité pour supprimer le système de la course au profit ?

Il faut en finir avec ce casino. Retirons notre épargne des mains de ces spéculateurs.

AGENDA

> **Le 8 mars, le PSL organise un meeting dans le cadre de la Journée internationale des Femmes. Cette année, la journée est placée sous le signe de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, le sexisme et la pauvreté. Le meeting aura lieu à Bruxelles.**

> **Le 4 avril, nous donnons le coup d'envoi de notre campagne électorale par un meeting avec des prises de parole de nos têtes de liste, de syndicalistes, de jeunes,...**

Salle Randstad, Rue du Jardinier, 45, Molenbeek-Saint-Jean, dès 15h, avec un souper à 18h pour aider au financement de la campagne électorale

TOUS ENSEMBLE...

PSL TOUS ENSEMBLE... POUR PLUS DE POUVOIR D'ACHAT ET POUR L'EMPLOI



“Il y a quelques mois à Bekaert, nous avons accepté le chômage technique dans l'espoir de sauver nos emplois.

Mais juste avant la période de Noël, la direction a déclaré la faillite. La société ne veut plus produire ici parce qu'elle peut faire ailleurs plus de bénéfices encore que les 10 millions qu'elle engrangeait chez nous.

Pourquoi l'Etat ne reprend-il pas la production à son propre compte ? Allons-nous laisser notre avenir aux mains de gens qui ne sont uniquement intéressés que par leurs profits ?”



Mohamed

travailleur et
délégué FGTTB
à Bekaert
Hemiksem

GOUVERNEMENT ET OPPOSITION ROULENT POUR LE PATRONAT

En qui pouvons-nous avoir confiance au parlement ?

Pendant près de deux ans de crise politique, les partis traditionnels se sont chamaillés pour des symboles, pour leur image et pour des petits postes. Après cette guerre, c'est aujourd'hui le consensus politique. Le terme, Reynders, Van Rompuy & Co ont été extrêmement efficaces pour trouver 20 milliards d'euros dans l'argent des contribuables pour aider les banques. Ce même montant équivaut au montant total des profits réalisés par les grandes banques en 2006-2007. Dans leur logique, les profits sont pour le privé, les dettes pour la collectivité. Personne au parlement n'a protesté contre cela.

Stop à la guerre communautaire !

La surenchère nationaliste a paralysé le pays. La décomposition de la Belgique casserait surtout la solidarité entre les travailleurs. Dans une telle situation, les salaires, la sécurité sociale, ... seraient mis en concurrence entre les Régions afin d'attirer les entreprises du « bon » côté de la frontière. Pour nos acquis sociaux, cela ne pourrait mener qu'à une spirale vers le bas. Nous n'avons rien à y gagner.



LE CHANGEMENT EST POSSIBLE, MAIS NOUS DEVONS L'IMPOSER

La majorité de la population aimerait voir un changement aujourd'hui. Aux Etats-Unis, les gens ont voté pour Obama dans l'espoir qu'il apporterait un changement. Mais peut-on attendre un changement de la part de gens qui sont pieds et poings liés au pouvoir des grandes entreprises et des banques ?

Les responsables de cette crise espèrent pouvoir s'en tirer. Les managers et les gros actionnaires des banques et des grandes entreprises nous ont mentis. Mais, sur le plan politique aussi, il y a des responsables. Tous les partis ont essayé de nous vendre leur variante du néolibéralisme. Ils sont tous mouillés. Tous les partis traditionnels ont des représentants grassement payés dans les conseils d'administration des banques et des grandes entreprises. Un des administrateurs de Dexia, Herman Van Rompuy, est maintenant devenu Premier ministre.

Tout au long des vingt dernières années, les “socialistes” du PS se sont faits les champions de la logique du libre marché et de la concurrence capitaliste. Ce sont aussi des ministres PS qui sont responsables de nombreuses réformes dont nous payons aujourd'hui le prix : la libéralisation de Belgacom par Di Rupo, les “économies” dans l'enseignement d'Onkelinx, ... Les “socialistes” de la vieille garde ont déjà été remerciés pour les services rendus. On peut maintenant les rencontrer dans les fauteuils rembourrés des conseils d'administration d'Ethias, de Dexia, de Carrefour, etc.

Ecolo défend de son côté une variante verte et “progressiste” du néolibéralisme. Sa participation au gouvernement a démontré qu'elle n'a pas beaucoup de consistance. Ecolo veut accorder aux entreprises des baisses de taxes pour favoriser la protection de l'environnement. Mais pourquoi

est-ce que cela marcherait mieux demain pour sauver l'environnement que hier pour sauver l'emploi ?

Le Front National essaie de se donner une image anti-establishment. Mais son vrai programme, c'est de faire encore plus de cadeaux aux patrons, réduire les allocations de chômage pour forcer les gens - belges comme immigrés - à accepter n'importe quel boulot, renvoyer les femmes au foyer, ...

Nous ne devons pas attendre de changement de ces partis. Toute l'Histoire montre que le changement ne peut être imposé que par l'action, le mouvement et la lutte ainsi que par l'organisation politique des travailleurs et de leurs familles.

Mais pour cela, il est nécessaire de construire un nouveau parti. Le PSL veut y contribuer. ***Un nouveau parti des travailleurs est nécessaire!***

NE LAISSONS PAS LA POLITIQUE AUX POLITICARDS

Dans tous les parlements, nous avons besoin d'élus qui défendent les intérêts des travailleurs. Le PSL veut collaborer avec d'autres afin d'obtenir une telle représentation. Dans d'autres pays, des partis larges ont vu le jour, comme Die Linke en Allemagne, le SP aux Pays-Bas. Ces nouveaux partis ont réussi à construire une opposition de gauche crédible. Le Comité pour une Autre Politique (CAP), initiative de l'ancien parlementaire socialiste flamand Jef Sleenckx, a essayé d'aller dans cette direction. Nous y avons collaboré mais hélas cette initiative n'a rien donné. Nous continuons à penser qu'il est possible de construire un parti dans lequel les différents courants de la gauche collaboreraient à un projet commun contre la pensée unique néolibérale. Nous pensons qu'une initiative doit venir à partir de secteurs

combattifs des syndicats qui rompraient avec leurs "partenaires politiques" du PS et du CDH.

Entre-temps, le PSL ne se croise pas les bras. Nous avons fait une proposition au PTB au niveau fédéral en vue d'une liste commune pour les élections européennes mais nous n'avons pas reçu de réponse. Du côté francophone, nous allons former une liste commune avec la LCR, (dont l'organisation-sœur en France est à la base de la création du Nouveau Parti Anticapitaliste autour d'Olivier Besancenot). Il n'existe pas encore la même base large pour lancer un parti de ce type en Belgique. Mais nous voulons utiliser la campagne pour populariser la nécessité d'un nouveau parti pour les travailleurs dans notre pays aussi.

LE SOCIALISME DE LUTTE EN PRATIQUE

Les élections ne sont pas pour nous un but en soi mais un moyen de faire connaître nos idées. C'est l'activité de la masse des travailleurs qui peut amener de vrais changements. Sans lutte, les travailleurs n'ont jamais rien pu obtenir. C'est pourquoi nous sommes actifs surtout là où nous pouvons aider dans leurs luttes les travailleurs, les chômeurs, les jeunes, les pensionnés,...

Rejoignez le PSL !

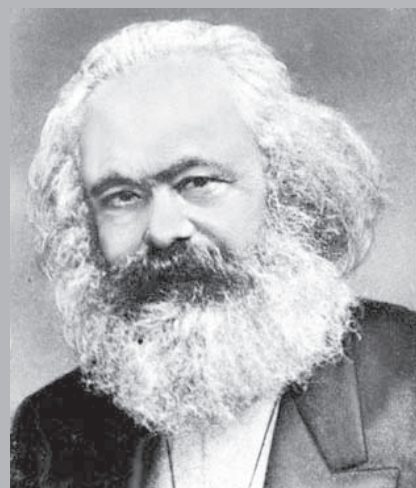
Le PSL est un parti national actif sur de nombreux terrains. Sur notre site socialisme.be, vous pouvez suivre nos activités et analyses au quotidien. Mais vu notre objectif, une société socialiste, nous avons besoin de beaucoup de têtes qui pensent et de bras qui agissent pour construire un mouvement

socialiste fort. Nous ne recevons aucun subside public, nous ne sommes soutenus par aucun riche donateur (ce que nous ne voulons d'ailleurs pas car, comme dit le dicton « On ne mord pas la main de celui qui nous nourrit »). Nous ne pouvons exister que grâce à l'engagement et au soutien de nos membres et de nos sympathisants. Pour pouvoir participer à ces élections, nous devons récolter 14.000 signatures, ce qui représente un travail énorme. Si vous désirez nous aider pour cette récolte et/ou nous donner par la suite un coup de main pour diffuser nos tracts et nos affiches, faites-le nous savoir rapidement. Engagez-vous avec nous, ensemble, nous forcerons le changement.



colte et/ou nous donner par la suite un coup de main pour diffuser nos tracts et nos affiches, faites-le nous savoir rapidement. Engagez-vous avec nous, ensemble, nous forcerons le changement.

MARX AVAIT RAISON



Les véritables socialistes refusent la logique qui dit que cette société ne peut fonctionner que lorsqu'elle est au service des super-riches. Pour nous, seule une société socialiste démocratique peut fournir une réponse aux crises auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui. Dans une telle société, le produit de notre travail ne serait plus la propriété privée du patron de l'entreprise mais il reviendrait à la collectivité. La richesse produite serait mise au service des besoins réels des gens et de leur environnement.

Même les économistes néolibéraux ne peuvent plus ignorer Marx aujourd'hui. Il y a 150 ans, Marx a fait une analyse scientifique du capitalisme, de ses caractéristiques, de ses crises et de ses limites. Mais il a surtout posé les bases de ce qui pourrait former une alternative à ce système économique de course au profit pour une petite élite.

Afin de comprendre la crise actuelle, il est nécessaire de se tourner à nouveau vers le fondateur du socialisme scientifique, Karl Marx. Si vous êtes intéressé, allez jeter un oeil sur notre site qui présente des analyses théoriques :

www.marxisme.org

UN ABONNEMENT À L'ESSAI

pour 5 euros, vous recevrez 3 numéros de notre mensuel. Versez sur le compte 001-3907596-27 avec en communication « essai »

SOUTENEZ CETTE CAMPAGNE

par un versement au compte 001-2260393-78. Avec 10 euros, nous pouvons imprimer 200 de ces tracts.

VISITEZ WWW.SOCIALISME.BE

pour, par exemple, avoir le compte-rendu le plus complet du mouvement pour plus de pouvoir d'achat et bien d'autres thèmes intéressants.

CONTACTEZ-NOUS

pour une discussion pour adhérer à notre parti (tél. 02/345.61.81 et info@socialisme.be)